

Droit Administratif

44^e année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X

Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Paris-XII

N° 2 - FEVRIER 2005

Alertes 3 et 4

Étude 3

Commentaires 15 à 29

Pratiques 2



Marchés public

3 La dématérialisation de l'achat public à l'épreuve de l'échéance du 1^{er} janvier 2005

Étude par Lucie CLUZEL,
Docteur en droit, CERSA-CNRS (p. 7)

Si depuis le 1^{er} janvier 2005 les acheteurs publics ne peuvent plus refuser de recevoir des candidatures et des offres dématérialisées, il règne encore une certaine confusion dans la détermination des règles applicables à la dématérialisation des marchés publics. Les collectivités publiques sont obligées d'imaginer des solutions expérimentales, pour la conception desquelles elles peuvent bénéficier de certaines formes d'assistance.

Élections

17 Propagande électorale et bulletin municipal

Commentaire par Hélène MANCIAUX,
Docteur en droit public,
Assistant de justice au tribunal
administratif de Dijon (p. 17)

Environnement

18 L'insuffisance de l'étude d'impact du tramway de Strasbourg

Commentaire par Camille URLACHER,
ATER à l'Université de Paris X-Nanterre
(p. 19)

Notamment ce mois-ci

Repère

► 2 Les contrats d'aménagement et l'économie mixte dans la tourmente (p. 3)

par Jean-Bernard AUBY

Alertes

► 3 La maîtrise d'ouvrage publique et le droit communautaire. Pour l'avocat général, la loi MOP était bien contraire au droit communautaire (p. 4)

Focus par Rozen NOGUELLOU

Commentaires

► 16 Droit communautaire : le choix d'un sous-traitant par un pouvoir adjudicateur titulaire d'un marché (p. 15)

par Alain MÉNÉMÉNIS

► 19 Entreprises publiques

Service minimum en cas de grève dans les entreprises publiques : quel recours pour les usagers ? (p. 22)

par Martine LOMBARD

► 20 Fonction publique

Les conséquences de l'article L. 122-12 du Code du travail (p. 24)

Note CE

► 26 Régulations économiques

Le juge doit-il contrôler la pertinence de l'analyse économique servant de base à une décision ? (p. 29)

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

Pratiques

► 2 Dialogue compétitif : la rédaction du cahier des charges sur la base duquel est réalisé l'offre définitive (p. 33)

par Paul LIGNIÈRES

REPÈRE (page 3)

- Les contrats d'aménagement et l'économie mixte dans la tourmente n° 2

ALERTES (page 4) n° 3 et 4

ÉTUDE (page 7)

- La dématérialisation de l'achat public à l'épreuve de l'échéance du 1^{er} janvier 2005 n° 3

COMMENTAIRES

CONCURRENCE (page 14)

- Application du droit de la concurrence aux activités publiques

La réparation des dommages créés par des comportements anticoncurrentiels en matière de contrats administratifs - Michel Bazex et Sophie Blazy n° 15

CONTRATS (page 15)

- Marchés

Droit communautaire : le choix d'un sous-traitant par un pouvoir adjudicateur titulaire d'un marché - Alain Ménéménis n° 16

ÉLECTIONS (page 17)

- Élections locales

Propagande électorale et bulletin municipal - Hélène Manciaux n° 17

ENVIRONNEMENT (page 18)

- Études d'impact

L'insuffisance de l'étude d'impact du tramway de Strasbourg - Camille Urlacher n° 18

ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS

(page 22)

- Régime des entreprises publiques

Service minimum en cas de grève dans les entreprises publiques : quel recours pour les usagers ? - Martine Lombard n° 19

FONCTION PUBLIQUE (page 24)

- Statuts

À propos des conséquences de l'article L. 122-12 du Code du travail - Note CE n° 20

- Recrutement

Admission à concourir : la prise en compte d'infractions pénales - Note CE n° 21

POLICE (page 26)

- Polices sanitaires

Principe de précaution et mesures de police - Note CE n° 22

PROCÉDURE (page 27)

- Référé

Référé-suspension : recevabilité, motivation de la décision du juge - Note CE n° 23

RESPONSABILITÉ (page 28)

- Responsabilité quasi-contractuelle

Enrichissement sans cause : le cas de prestations fournies à une collectivité sans contrat - Note CE n° 24

- Activités de contrôle

Droit communautaire et responsabilité pour défaut de contrôle des banques n° 25

SERVICES PUBLICS ET RÉGULATION (page 29)

- Régulations économiques

Le juge doit-il contrôler la pertinence de l'analyse économique servant de base à une décision ? - Michel Bazex et Sophie Blazy n° 26

URBANISME (page 31)

- Non-indemnisation des servitudes

Non-indemnisation des servitudes créées par les plans de prévention des risques naturels n° 27

- Prémption

Utilisation des biens préemptés et rétrocession n° 28

- Entrées de villes

La notion d'« espace urbanisé » s'apprécie objectivement n° 29

PRATIQUES (page 33)

- Dialogue compétitif : la rédaction du cahier des charges sur la base duquel est réalisée l'offre définitive n° 2

La rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet. Les arrêts portant la mention « Note CE » sont annotés par Emmanuel Glaser, commissaire du gouvernement près le Conseil d'État.

Index

Concurrence

Application du droit de la concurrence aux activités publiques comm. 15

Contrat

Mandat de maîtrise d'ouvrage publique alerte 3

Élections

Financement comm. 17

Entreprise publique

Personnel comm. 19

Environnement

Étude d'impact comm. 18

Fonction publique

Recrutement comm. 21

Statut comm. 20

Marché public

Droit communautaire comm. 16

Passation étude 3, prat. 2

PME alerte 4

Partenariat public-privé

Dialogue compétitif prat. 2

Police

Police sanitaire comm. 22

Référé

Référé-suspension comm. 23

Régulation

Prix pharmaceutique comm. 26

Responsabilité

Activités de contrôle comm. 25

Responsabilité quasi-contractuelle comm. 24

Urbanisme

Opérations d'aménagement repère 2

Prémption comm. 28

Règles générales comm. 29

Servitude comm. 27